

# Elargissons la brèche vers la grève générale en Europe !

mercredi 24 octobre 2012, par [LCR-SAP \(Belgique\)](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2012).

On sait que les deux principaux syndicats en Espagne, CCOO et UGT, ont appelé à une grève de 24 heures le 14 novembre pour s'opposer à l'austérité d'une brutalité inouïe imposée par le gouvernement Rajoy. Ce sera la deuxième grève de ce genre cette année. Elle est soutenue par des centaines d'associations de toutes sortes.

Le même appel a été lancé au Portugal par la CGTP. Pour rappel, le Portugal a connu récemment les manifestations les plus massives depuis la Révolution des Oeillets, en 1974-75.

De son côté, le principal syndicat du secteur privé en Grèce, la GSEE, appelle également à un arrêt de travail le 14 novembre. Ce sera la quinzième grève interprofessionnelle des travailleurs et travailleuses de ce pays contre les diktats de la troïka BCE/FMI/Commission.

Face à cette coordination horizontale de la riposte, la Confédération Européenne des Syndicats a finalement appelé à une journée d'action européenne le 14 novembre, sous « *diverses formes : grèves, manifestations, rassemblements et autres actions* ».

La CES n'est pas un syndicat mais un groupe de pression qui accompagne la construction de l'UE capitaliste, fait du lobbying auprès de la Commission et organise de temps en temps une manifestation européenne sans lendemains. La dernière, à Bruxelles en 2010, avait pour slogan « pour l'emploi et la relance »...

Selon certaines informations, la décision chèvrechoutiste de la CES concernant le 14 novembre aurait été arrachée très péniblement, au terme de plusieurs heures de tractations.

Le décalage entre la dispersion nationale des luttes, d'une part, et la coordination européenne de l'offensive capitaliste, d'autre part, est une des raisons majeures qui poussent le mouvement ouvrier dans les cordes. Il est grand temps de réagir ensemble, car la classe dominante ne se contente plus d'attaquer les acquis sociaux : avec le Pacte budgétaire européen (TSCG, que la Belgique doit adopter prochainement !), elle est en train de mettre en place un régime européen despotique, dans lequel les parlements élus n'ont plus rien à dire. Dans ce régime, les syndicats seront soit broyés, soit transformés définitivement en courroies de transmission du néolibéralisme.

Il faut donc tout faire pour que les « diverses formes » évoquées par la CES se traduisent par les actions les plus radicales possibles, en fonction des rapports de forces : grèves et assemblées de sensibilisation dans le maximum de pays, de secteurs et d'entreprises, et manifestations combatives. Toute radicalisation du pseudo « mot d'ordre » de la CES sera un pas en avant vers une lutte européenne de plus en plus indispensable.

En Belgique, les directions interprofessionnelles de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB discutent d'une manifestation de militant-e-s à Bruxelles devant les institutions européennes, couverte par un préavis de grève (en tout cas pour les affiliées et affiliés FGTB). Mais la section régionale de la FGTB (interprofessionnelle) de Liège-Huy-Waremme a décidé d'une grève de 24h, rejoignant ainsi les

camarades espagnols, portugais et grecs. La CGSP-ALR de Bruxelles (secteur des administrations locales et régionales au sein de la Centrale des services publics de la FGTB) a fait de même. Les Jeunes FGTB et les Métallos Wallonie-Bruxelles appellent les travailleurs-ses à se mobiliser pour organiser une grève générale le 14 novembre [